

2019

FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES



Commission
européenne



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

2019

FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures



La banque de l'UE 

Rapport annuel 2019 du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

© Banque européenne d'investissement, 2020.

98-100, boulevard Konrad Adenauer – L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

✉ info@eib.org

www.eib.org

twitter.com/eib

facebook.com/europeaninvestmentbank

youtube.com/eibtheeubank

Pour de plus amples informations sur le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures :

✉ eu-africa-itf@eib.org

www.eu-africa-infrastructure-tf.net

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport : Banque africaine de développement, Gettyimages/Nick Brundle, Shutterstock. Tous droits réservés. L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org. Vous pouvez également contacter le bureau d'information de la BEI, à l'adresse info@eib.org.

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier FSC. Couverture et intérieur : Munken Polar, FSC Mix

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres. Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique.

Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

LE FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES

Depuis sa création en 2007 par la Commission européenne, plusieurs pays de l'UE et le Royaume-Uni, le **FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES** (FFUEAI) a apporté une contribution notable à l'**ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**. Il a pour ce faire procédé au **PANACHAGE DE RESSOURCES D'AIDES NON REMBOURSABLES** avec des financements à long terme provenant d'institutions de financement du développement participantes **DANS QUATRE SECTEURS : L'EAU, L'ÉNERGIE, LES TRANSPORTS ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**.

Depuis le lancement de son activité, le FFUEAI a approuvé **123 OPÉRATIONS PORTANT SUR DES AIDES NON REMBOURSABLES, REPRÉSENTANT UN MONTANT DE 763 MILLIONS D'EUROS** à l'appui de **86 PROJETS DISTINCTS CONSACRÉS AUX INFRASTRUCTURES**. Ces concours ont **MOBILISÉ DES INVESTISSEMENTS D'UN MONTANT DE 11,1 MILLIARDS D'EUROS** qui vont permettre à des **MILLIONS DE PERSONNES** d'accéder à l'électricité ou à une **EAU POTABLE SAINTE**, et contribuer à la création de **PLUSIEURS MILLIERS D'EMPLOIS**. Les réalisations du FFUEAI sont décrites plus en détail dans la section « Le FFUEAI en bref sur la période 2007-2019 » du présent rapport.

En 2019, les donateurs ont fixé les priorités pour l'utilisation des ressources qui seront restituées au FFUEAI à l'avenir. Ces priorités sont présentées plus en détail dans la section « **RÉSULTATS OPÉRATIONNELS 2019** » du présent rapport.

À compter de fin 2019 et à l'avenir, le FFUEAI se concentrera sur le suivi des opérations d'aide non remboursable existantes jusqu'à leur achèvement. La Plateforme d'investissement pour l'Afrique présente une nouvelle approche du **PANACHAGE DE RESSOURCES DE L'UE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**, comprenant l'utilisation de garanties, dans le contexte du Plan européen d'investissement extérieur¹.

¹ https://ec.europa.eu/commission/eu-external-investment-plan/what-eus-external-investment-plan_en.

TABLE DES MATIÈRES

6	LE FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES
10	LE FFUEAI EN BREF SUR LA PÉRIODE 2007-2019
11	APPROBATIONS DEPUIS LA CRÉATION DU FFUEAI
14	TOTAL DES DÉCAISSEMENTS DEPUIS LA CRÉATION DU FONDS
17	IMPACT ET RÉSULTATS
20	RÉSULTATS OPÉRATIONNELS 2019
20	ÉTAT DES RESSOURCES
22	PRIORITÉS APPROUVÉES POUR L'UTILISATION DES RESSOURCES RESTANTES
22	OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE
22	ÉLECTRIFICATION RURALE EN GUINÉE – PETITE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE LOKOUA
24	PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE COTONNIÈRE DJOUGOU-PEHUNCO-KÉROU-BANIKOARA
26	PROJET CIZO DE KITS SOLAIRES PRÉPAYÉS AU TOGO
28	REMISE EN ÉTAT DE TRONÇONS ROUTIERS SUR LA RN1 ET LA RN12 ET CONSTRUCTION DU CONTOURNEMENT ROUTIER DE MAROUA
29	AUTRES PRIORITÉS
30	ANNEXES
30	LISTE DES OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE APPROUVÉES DEPUIS LA CRÉATION DU FFUEAI
37	ÉTATS FINANCIERS ABRÉGÉS
39	LISTE DES DONATEURS, DE LEURS REPRÉSENTANTS, DES MEMBRES DU GBF ET TOTAL DES CONTRIBUTIONS REÇUES
40	LISTE DES PAYS AFRICAINS ADMISSIBLES

LE FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI), instrument du Partenariat UE-Afrique pour les infrastructures, a pour vocation d'aider à réduire la pauvreté et de stimuler la croissance économique en Afrique subsaharienne par la promotion des investissements dans les infrastructures. Il a également pour objectif de promouvoir le développement d'installations et de projets utilisant les énergies durables et ayant un impact régional.

Les ressources issues d'aides non remboursables du FFUEAI sont réparties en deux enveloppes distinctes :

- **L'enveloppe régionale** (483 millions d'euros) est utilisée pour des projets de portée régionale, c'est-à-dire des projets d'infrastructure transfrontaliers (couvrant au moins deux pays), ou des projets nationaux ayant un impact régional. Les projets relevant des secteurs suivants sont considérés comme admissibles : l'énergie, les transports, l'eau et les technologies de l'information et de la communication (TIC). À fin 2019, 84 aides non remboursables représentant un montant total de 467,9 millions d'euros² avaient été mises à disposition.
- **L'enveloppe SE4ALL (Sustainable Energy for All – Énergie durable pour tous)**, de 330 millions d'euros, est utilisée pour des projets régionaux, nationaux ou locaux. Pour être admissibles, les projets doivent répondre à au moins l'un des critères suivants :
 1. assurer, d'ici à 2030, un accès universel à des services énergétiques modernes, abordables et durables ;
 2. doubler, à l'échelle mondiale, le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique ;
 3. doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. L'enveloppe SE4ALL, mise en place en 2013, a d'ores et déjà fourni 39 aides non remboursables pour un montant total de 295,1 millions d'euros.

Les aides non remboursables au titre du FFUEAI peuvent prendre les différentes formes suivantes :

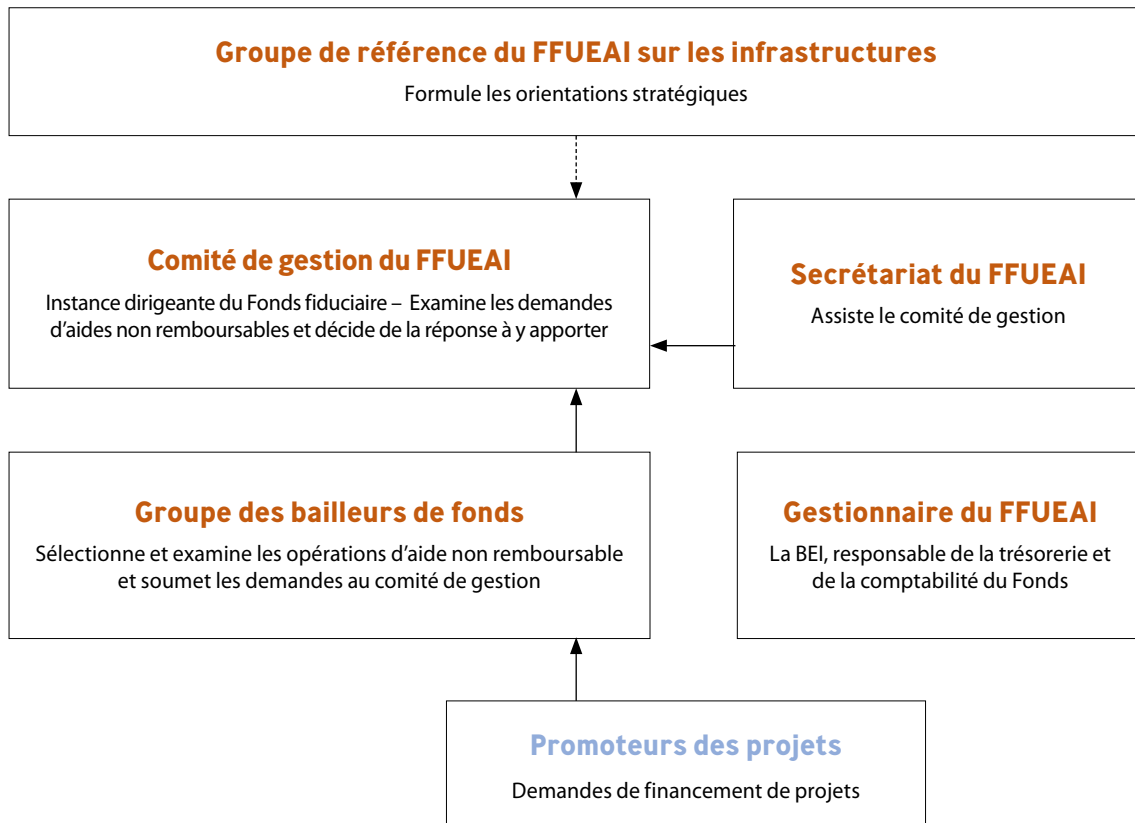
- **L'assistance technique** peut améliorer la qualité, l'efficacité et la viabilité d'un projet au cours de la phase de préparation ou de mise en œuvre. Elle peut également être utilisée pour des opérations ciblées de renforcement de capacités.
- Les **subventions à l'investissement** contribuent à réduire le montant total des besoins de financement du bénéficiaire. Elles sont utilisées pour financer des composantes spécifiques d'un projet ou une partie de l'investissement.
- Les **bonifications d'intérêts** font baisser le coût global des investissements en réduisant les frais de financement, dans les cas où le bénéficiaire est confronté à des problèmes de viabilité de la dette.
- Les **instruments financiers** peuvent mobiliser des fonds d'investisseurs privés et publics en éliminant certains des risques qui constituent un frein aux investissements. Ils sont utilisés pour financer des investissements en fonds propres ou quasi-fonds propres, des coûts de garantie et des instruments de partage des risques.

² Pour l'ensemble du rapport : ce montant comprend les aides non remboursables financées sur des ressources non affectées.





GOVERNANCE DU FFUEAI





1. **Le groupe de référence du FFUEAI sur les infrastructures** formule des orientations stratégiques à l'intention du comité de gestion du FFUEAI. Son rôle consiste à veiller à la cohérence avec la stratégie conjointe UE-Afrique et à interagir avec d'autres organismes et initiatives internationaux, comme le Consortium pour les infrastructures en Afrique et l'initiative SE4ALL. Il est constitué de représentants de la Commission de l'Union africaine et d'États membres de l'UE.
2. **Le comité de gestion du FFUEAI**, l'instance dirigeante du Fonds, statue sur l'ensemble des principales questions opérationnelles. Il se compose d'un membre votant pour chacun des donateurs (à savoir la Commission européenne, 12 États membres de l'UE et le Royaume-Uni) et d'observateurs sans droit de vote (le gestionnaire et le secrétariat du Fonds, ainsi que tout autre État membre de l'UE intéressé par le Fonds). Le comité de gestion est chargé d'examiner les demandes d'aides non remboursables et de les approuver en veillant à ce que toutes les exigences financières et techniques soient respectées. Il évalue en outre l'incidence des projets sur le développement.
3. **Le groupe des bailleurs de fonds** (GBF) se compose de représentants d'institutions de financement du développement, de banques, d'agences des États membres et d'autres organismes publics ayant des compétences en matière de développement international. Ils sont désignés par les donateurs du FFUEAI. Ils sélectionnent et évaluent les opérations d'aide non remboursable proposées pour un financement du FFUEAI et formulent des avis sur lesdites opérations en vue de leur éventuelle soumission au comité de gestion.
4. **L'entité gestionnaire du FFUEAI** est la Banque européenne d'investissement (BEI), la banque de l'Union européenne. Elle est chargée de la gestion financière, de la comptabilité et des opérations de trésorerie du FFUEAI.
5. **Le secrétariat** assiste le comité de gestion au quotidien pour assurer le bon fonctionnement du FFUEAI et la coordination de l'ensemble de son processus de gouvernance. Il assure également la liaison avec le groupe des bailleurs de fonds et fait office de point de contact permanent pour les demandes d'information du public et de toute partie intéressée par les activités du FFUEAI.

LE FFUEAI EN BREF SUR LA PÉRIODE 2007-2019

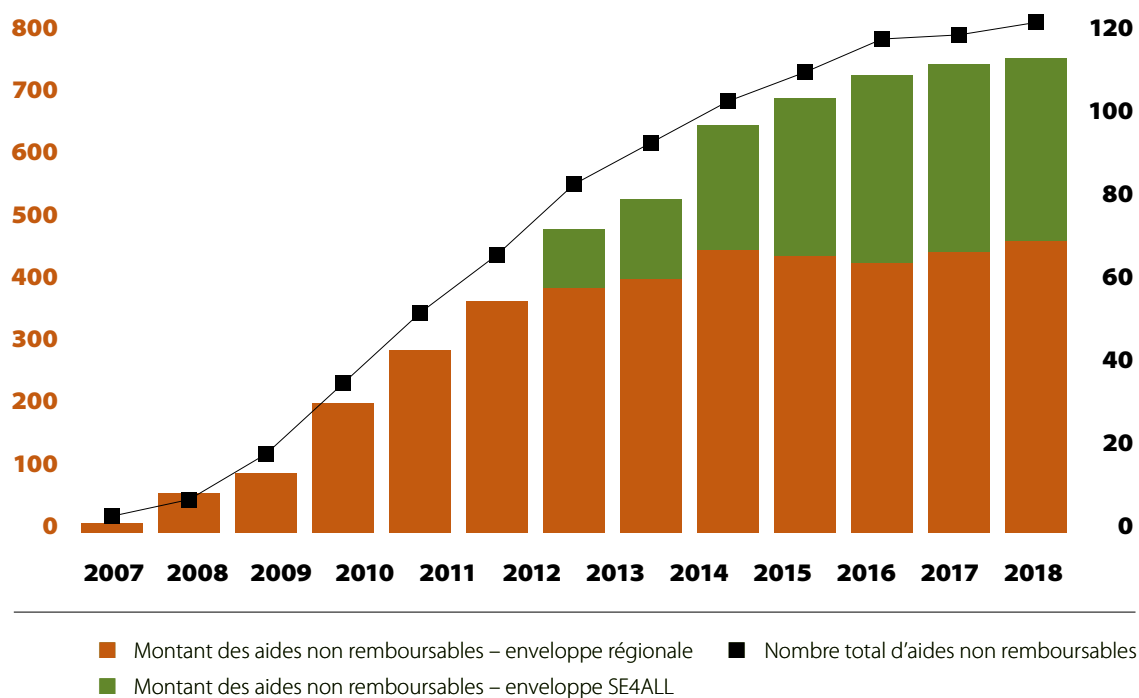
Fin 2019, les ressources du FFUEAI avaient été utilisées pour 123 opérations d'aide non remboursable représentant un montant total de 763 millions d'euros³. 86 projets d'infrastructure distincts avaient bénéficié de ces financements sous forme d'aides non remboursables.

Les projets régionaux ont représenté 467,9 millions d'euros, soit 61 % du montant total.

Les projets SE4ALL ont représenté les 39 % restants des approbations, soit 295,1 millions d'euros. Les pages suivantes contiennent des informations détaillées sur les financements approuvés (au titre des deux enveloppes) par région, secteur et instrument.

MONTANT NET CUMULÉ DES APPROBATIONS SUR LA PÉRIODE 2007-2019

Millions d'EUR

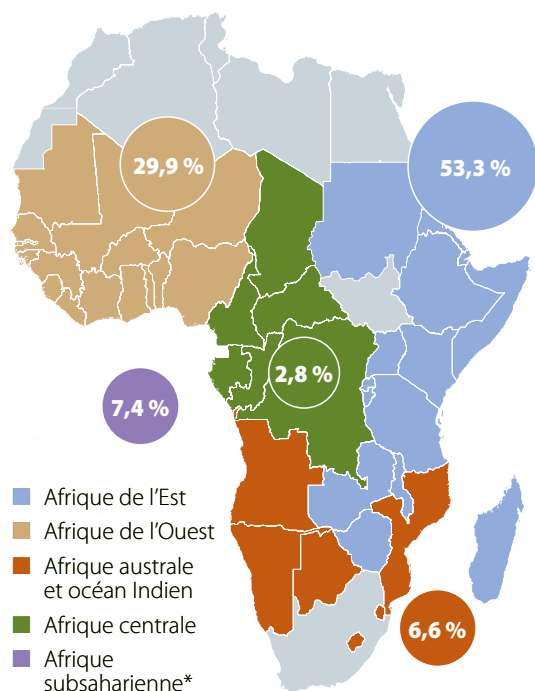


³ Déduction faite des annulations et hors rémunération des bailleurs de fonds principaux, qui doivent couvrir leurs frais liés à la préparation et la mise en œuvre des projets.

APPROBATIONS DEPUIS LA CRÉATION DU FFUEAI

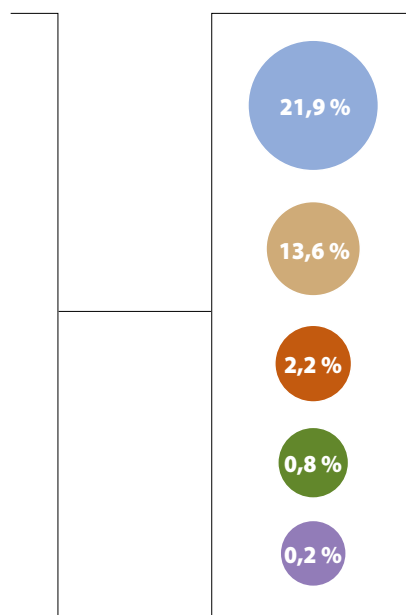
RÉGIONS⁴

(% du montant total net des aides non remboursables approuvées au titre du FFUEAI)



*Pour un groupe de projets couvrant plusieurs régions.

Part de l'enveloppe SE4ALL dans le total des aides non remboursables



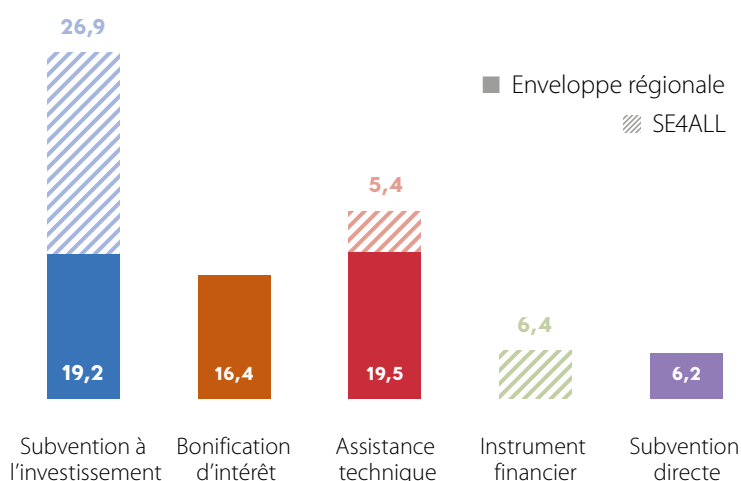
Région	Montant net cumulé des aides non remboursables (en EUR)	% du montant total	Nombre d'aides non remboursables
Afrique de l'Est	406 653 245	53,3	58
Afrique de l'Ouest	227 859 438	29,9	40
Afrique subsaharienne*	56 800 000	7,4	7
Afrique australe et océan Indien	50 296 496	6,6	12
Afrique centrale	21 378 448	2,8	6
Total	762 987 626	100,0	123

L'Afrique de l'Est demeure la principale région bénéficiaire des aides non remboursables approuvées. La part de l'Afrique de l'Ouest a légèrement augmenté par rapport à 2018 grâce à l'approbation de plusieurs projets dans cette région en 2019.

⁴ Pour la liste des pays de chaque ensemble, voir l'annexe.

TYPE D'AIDE NON REMBOURSABLE

(% du montant total net des aides non remboursables approuvées au titre du FFUEAI)



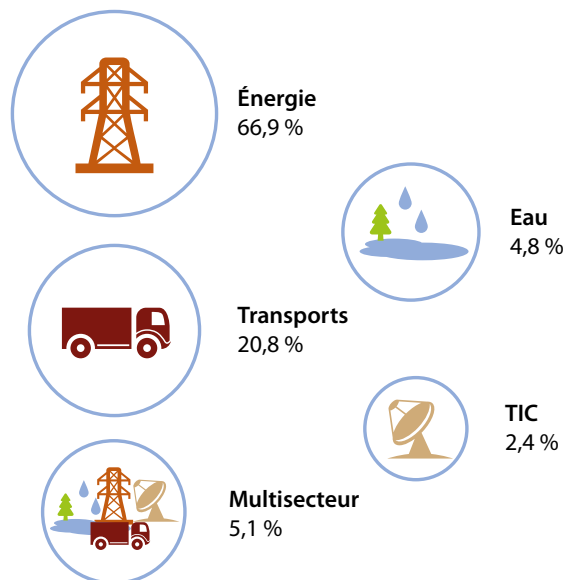
Type d'aide non remboursable	Montant net cumulé des aides non remboursables (en EUR)	% du montant total	Nombre d'aides non remboursables
Subvention à l'investissement	351 964 000	46,1	27
Assistance technique	190 236 054	24,9	70
Bonification d'intérêt	125 277 460	16,4	18
Instrument financier	48 600 000	6,4	4
Subvention directe	46 910 112	6,2	4
Total	762 987 626	100,0	123

Comme les années précédentes, les financements alloués aux subventions à l'investissement en 2019 ont représenté la plus large part dans le total des aides non remboursables. Le financement pour l'assistance technique a augmenté, passant de 20,1 % en 2018 à près de 25 % en 2019. L'assistance technique reste le type d'aide non remboursable le plus utilisé.



SECTEURS

(% du montant total net des aides non remboursables approuvées au titre du FFUEAI)



Secteur	Montant net cumulé des aides non remboursables (en EUR)	% du montant total	Nombre d'aides non remboursables
Énergie	510 164 299	66,9	78
Transports	158 328 442	20,8	29
Multisecteur	39 300 000	5,1	3
Eau	36 847 148	4,8	7
TIC	18 347 737	2,4	6
Total	762 987 627	100,0	123

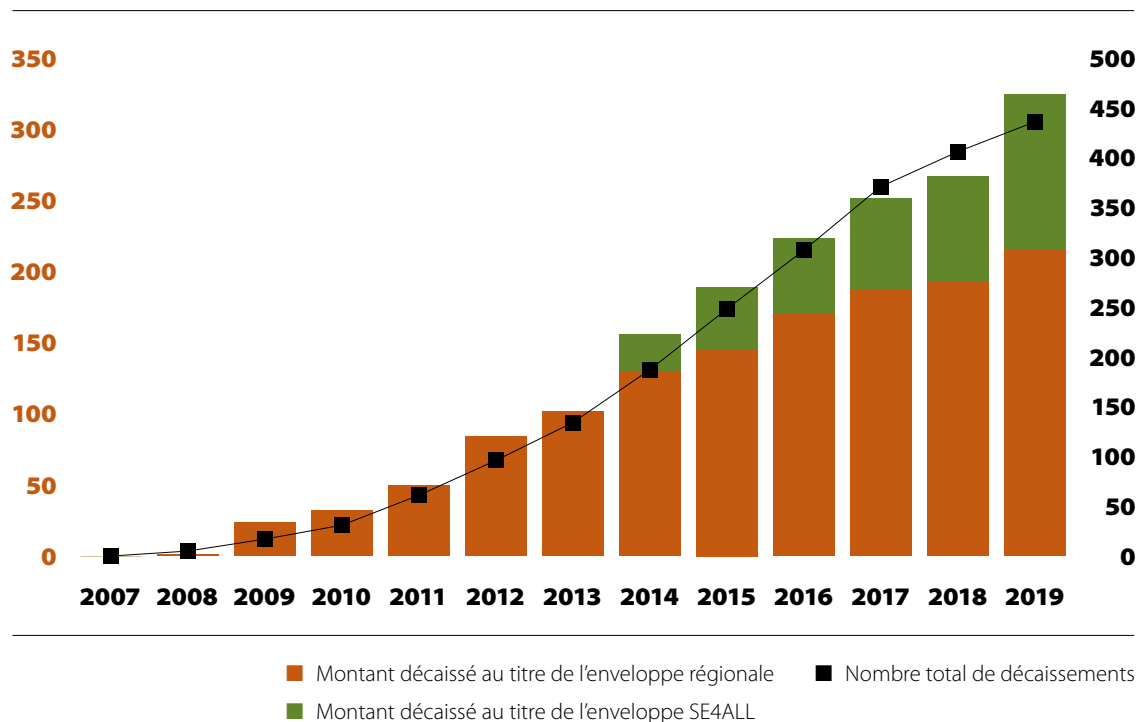
Le secteur de l'énergie a bénéficié de la majeure partie des aides non remboursables approuvées, tant par leur nombre que par leur montant. Dans ce secteur, les projets soutenus peuvent être régionaux ou nationaux. Les projets nationaux doivent remplir les critères de l'enveloppe SE4ALL concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique ou l'accès à des services énergétiques durables modernes ou renouvelables.

TOTAL DES DÉCAISSEMENTS DEPUIS LA CRÉATION DU FONDS

2019 a été une année record pour ce qui est des financements décaissés au titre du FFUEAI. 57,5 millions d'euros ont été décaissés, le montant cumulé des décaissements atteignant ainsi 325 millions d'euros. Pour la seule enveloppe SE4ALL, les décaissements effectués en 2019 (35,6 millions d'euros) ont dépassé le montant total décaissé pour les deux enveloppes l'année précédente. Le montant cumulé des décaissements au titre de l'enveloppe SE4ALL a atteint 110,3 millions d'euros, représentant 34 % du total.

MONTANT CUMULÉ DES DÉCAISSEMENTS SUR LA PÉRIODE 2007-2019*

Millions d'EUR



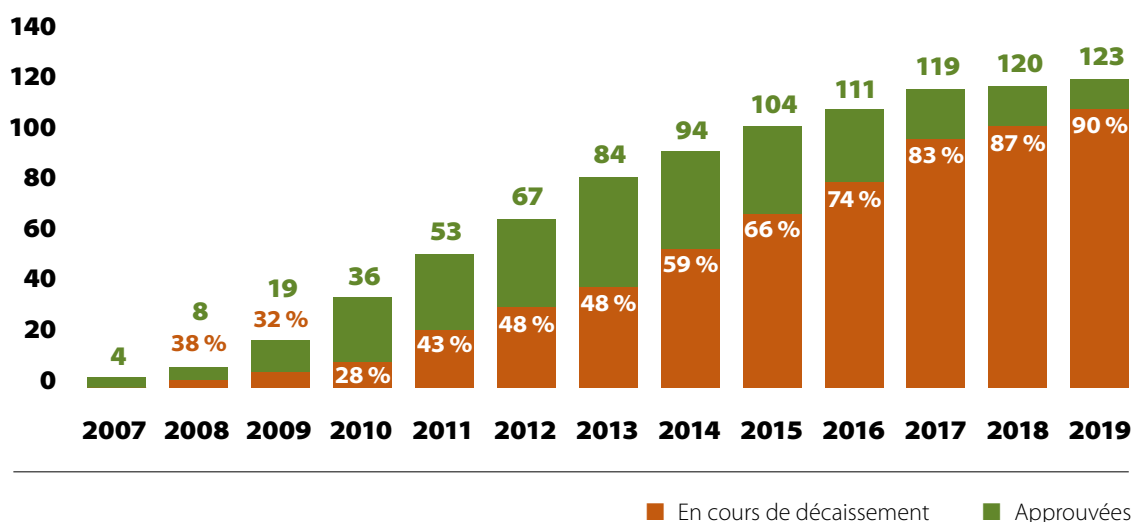
Année	Décès annuels		
	Total pour les deux enveloppes (en EUR)*	Dont SE4ALL (en EUR)*	Nombre
2007	0	0	0
2008	1 082 294	0	5
2009	22 396 008	0	12
2010	8 391 867	0	14
2011	17 535 692	0	30
2012	34 538 817	0	35
2013	17 824 899	0	38
2014	54 454 376	27 259 000	53
2015	32 347 404	15 748 000	61
2016	35 364 700	9 907 850	59
2017	28 255 148	12 088 578	64
2018	15 346 447	9 674 352	35
2019	57 498 628	35 567 740	30
Total	325 036 280	110 245 520	436

* Aides non remboursables et rémunération des bailleurs de fonds principaux, déduction faite des remboursements.

À fin 2019, 90 % de l'ensemble des aides non remboursables approuvées avaient commencé à être décaissées. Ce pourcentage, en hausse de trois points par rapport à 2018, montre que les opérations continuent de progresser.

OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE APPROUVÉES ET POUR LESQUELLES LES DÉCAISSEMENTS ONT DÉBUTÉ (DÉDUCTION FAITE DES OPÉRATIONS ANNULÉES)

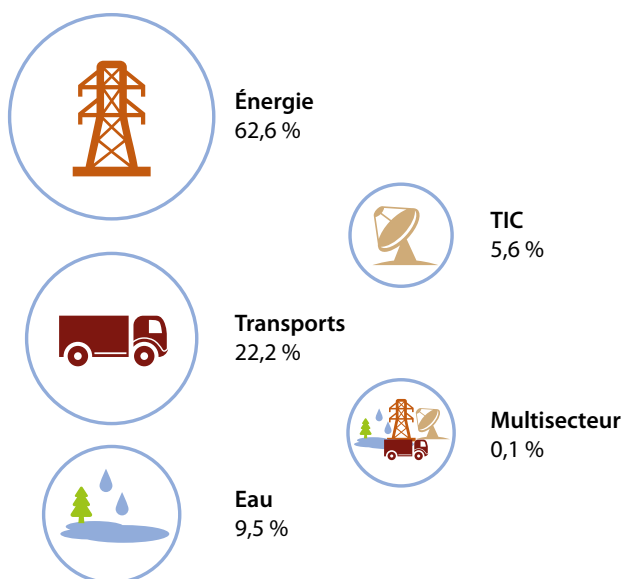
Nombre d'aides non remboursables



Par secteur et par région, la répartition des décaissements en 2019 est similaire à celle des années précédentes.

DÉCAISSEMENTS PAR SECTEUR

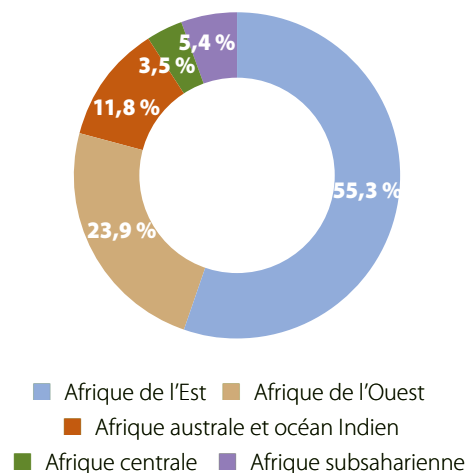
En % du montant total cumulé



La répartition des décaissements par type d'aide non remboursable montre une forte hausse des décaissements pour les subventions à l'investissement (de 16,4 % de décaissements cumulés en 2018 à 30,9 %, soit presque le double). Pour les financements approuvés, les subventions à l'investissement représentent la part la plus importante dans les aides non remboursables, avec 46,1 % des approbations. Leur proportion croissante dans les décaissements montre qu'elles sont en bonne voie d'égaliser le niveau de l'année précédente.

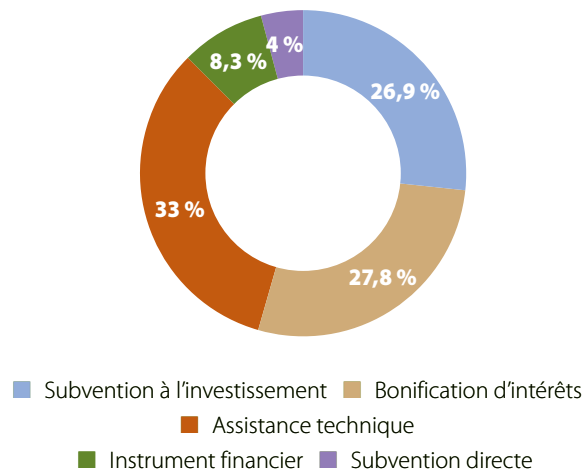
DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION

En % du montant total cumulé



DÉCAISSEMENTS PAR TYPE D'AIDE NON REMBOURSABLE

En % du montant total cumulé



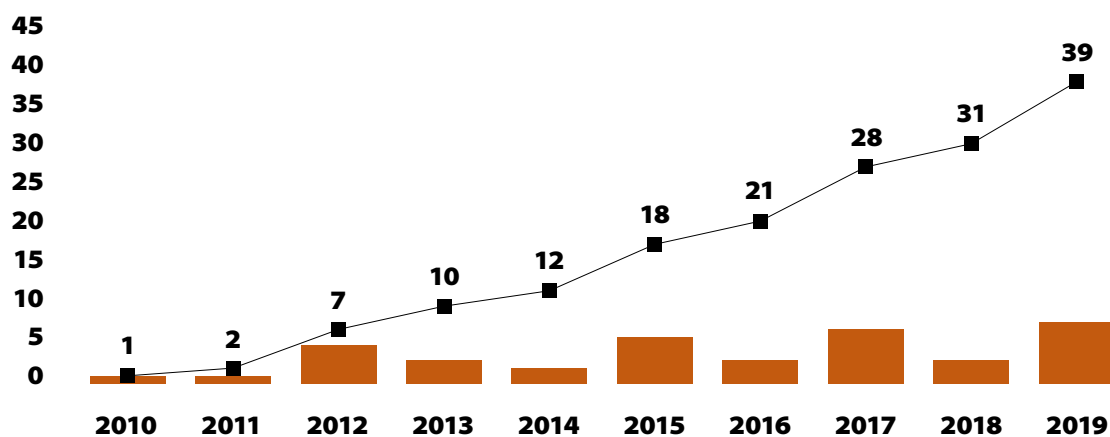


IMPACT ET RÉSULTATS

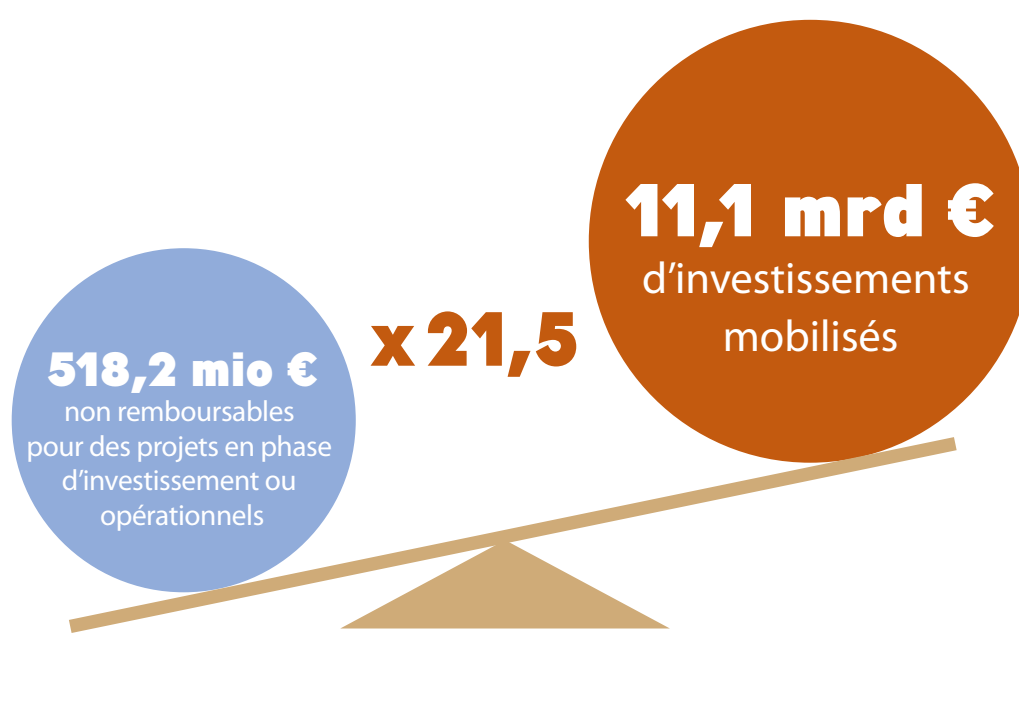
En 2019, huit opérations d'aide non remboursable ont été achevées, soit un nombre plus élevé que les années précédentes. Le nombre total d'opérations d'aide non remboursable achevées est passé à 39, ce qui représente près d'un tiers du portefeuille total (123 opérations).

OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE ACHEVÉES SUR LA PÉRIODE 2010-2019 (CUMUL ET PAR ANNÉE)

Nombre d'aides non remboursables



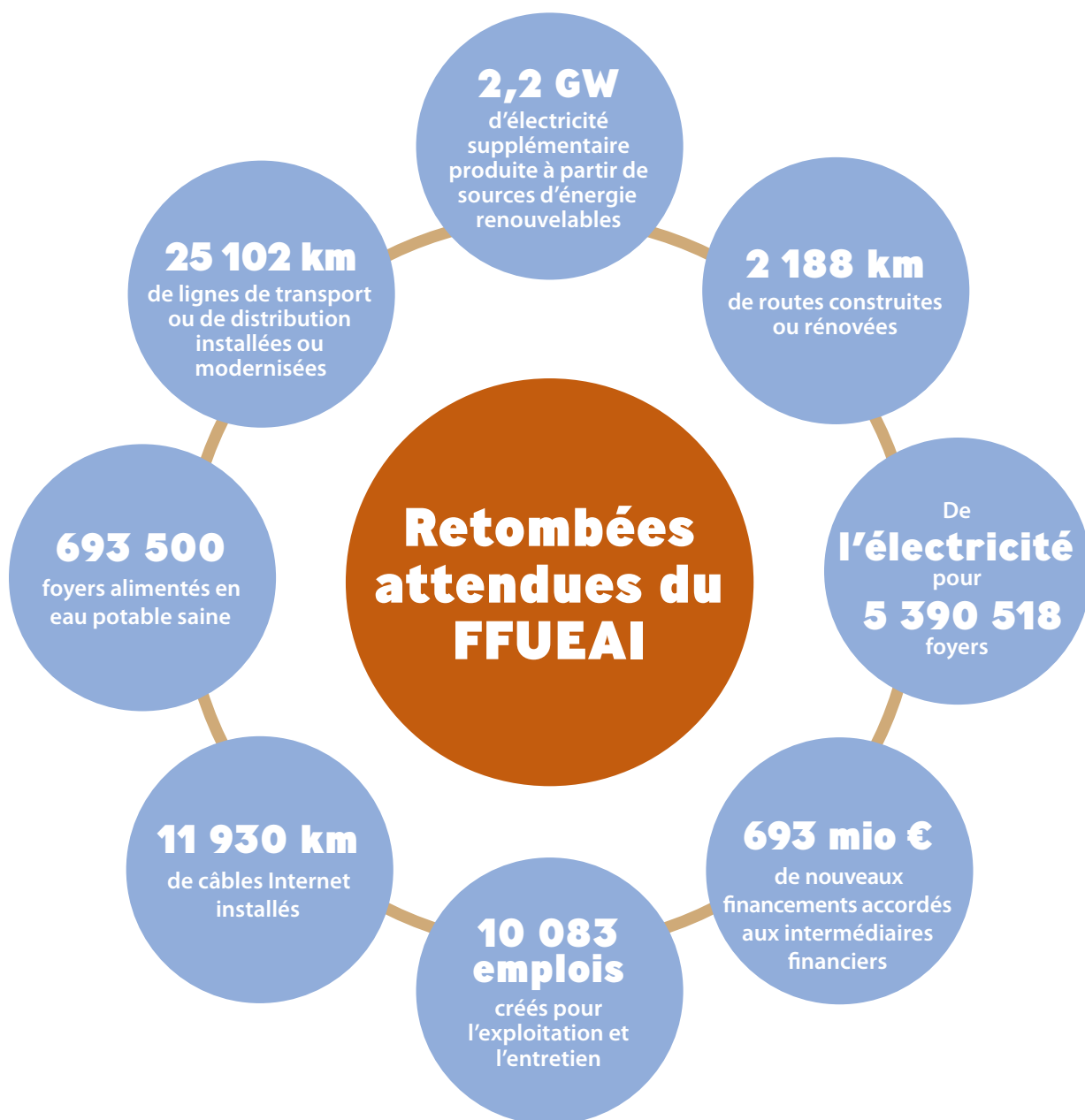
Parmi les projets bénéficiant d'aides non remboursables du FFUEAI, 25 sont opérationnels et 37 sont en phase d'investissement. Ils représentent au total 11,1 milliards d'euros d'investissements dans des infrastructures, dont 5 milliards d'euros ont été apportés par les bailleurs de fonds du FFUEAI. En d'autres termes, pour 1 euro d'aide non remboursable, ce sont 21,50 euros d'investissement qui ont été mobilisés, ou 9,60 euros si l'on tient compte uniquement des investissements effectués par les membres du groupe des bailleurs de fonds.



La valeur ajoutée des aides non remboursables accordées dans le cadre du FFUEAI consiste à rendre les projets financièrement ou économiquement viables. En outre, grâce à ces aides, les incidences sociales et environnementales des projets sont améliorées, et sans elles, le nombre de personnes qui bénéficieraient des retombées positives des projets serait moins élevé. Les retombées attendues⁵ des projets appuyés par le FFUEAI dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des TIC démontrent les incidences considérables que le Fonds fiduciaire peut avoir sur les conditions de vie en Afrique subsaharienne, ainsi que sur le développement économique de la région.

⁵ Valeurs cibles agrégées pour les projets en cours et achevés, pour la période 2010-2037.





RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

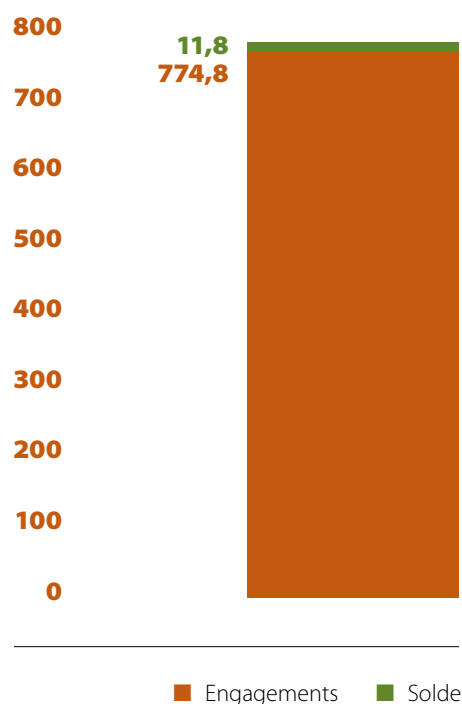
2019

ÉTAT DES RESSOURCES

Les ressources engagées* au titre du FFUEAI s'élevaient à 774,8 millions d'euros à fin 2019. Ce chiffre représente 99 % du total des ressources nettes du Fonds fiduciaire⁵. Le solde s'élevait à 11,8 millions d'euros.

* Au titre des aides non remboursables et de la rémunération des bailleurs de fonds.

Millions d'EUR



⁶ Contributions versées, nettes des frais, des dépenses et des intérêts perçus.



PRIORITÉS APPROUVÉES POUR L'UTILISATION DES RESSOURCES RESTANTES

Les ressources nettes restantes du FFUEAI⁷ sont reconstituées périodiquement par les rentrées de fonds inutilisés provenant d'opérations annulées ou achevées. Vers la mi-2019, le comité de gestion a arrêté une liste de priorités pour l'utilisation des ressources restantes (celles déjà disponibles et celles qui devraient l'être dans les années à venir). Les priorités approuvées sont décrites dans la section suivante du rapport.

OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE

Électrification rurale en Guinée – Petite centrale hydroélectrique de Lokoua

État d'avancement du financement :	financement approuvé, fonds affectés
Région :	Afrique de l'Ouest – Guinée
Secteur :	énergie
Coût total du projet :	65 Mio EUR
Montant de l'aide du FFUEAI :	24 Mio EUR (subvention à l'investissement) et 1 Mio EUR (assistance technique)
Bailleur de fonds principal du GBF :	Agence française de développement (AFD)

La Guinée a fait de l'électrification de l'ensemble de son territoire l'une de ses grandes priorités. Le taux d'accès à l'électricité est très faible dans le pays : il est de 20 % seulement dans les zones urbaines et d'à peine 2 % dans les zones rurales, et ce malgré d'abondantes ressources naturelles : douze cours d'eau et des précipitations abondantes fournissent le potentiel nécessaire pour apporter de l'hydroélectricité propre dans les zones isolées.

Le projet

Le financement concerne la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique d'une puissance de 8,5 MW sur le site de Lokoua, sur la rivière Loffa, en Guinée forestière, ainsi que l'aménagement du réseau connexe de transport et de distribution pour acheminer les quelque 40 GWh produits chaque année. Deux lignes de 30 000 volts, d'une longueur de 60 km, transporteront l'électricité vers la deuxième ville de Guinée, N'Zérékoré, et desserviront les 11 villages qui se trouvent sur leur tracé. Le projet a pour objectif ultime d'apporter l'électricité à 25 000 foyers et activités artisanales en Guinée forestière, améliorant ainsi la qualité de vie de plus de 150 000 personnes. En bénéficiant aux très petites, petites et moyennes entreprises, la construction de la centrale contribue à réduire la pauvreté tout en favorisant la croissance économique en Guinée.

Le projet est également pertinent à l'échelle internationale pour sa contribution à la lutte que mènent le continent africain et toute la planète contre les changements climatiques. Il a été reconnu comme une priorité dans le cadre de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables, une initiative de coopération à forte visibilité entre l'Europe et l'Afrique.

Une importante composante d'assistance technique fait également partie du projet ; elle englobe des études environnementales et sociales spécifiques et un appui pour la procédure d'appel d'offres, la supervision des travaux, le renforcement des capacités (y compris le partage de connaissances), l'exploitation et la maintenance. La composante de renforcement des capacités rendra le projet non seulement durable, mais également

⁷ Contributions versées, nettes des frais, des dépenses et des intérêts perçus.



évolutif. Le personnel formé pour l'exploitation de la centrale de Lokoua pourra également, in fine, mettre ses compétences nouvellement acquises au service de l'exploitation de plusieurs autres centrales hydroélectriques du pays.

L'aide non remboursable

La subvention à l'investissement de 24 millions d'EUR joue un rôle décisif dans la mise en place des conditions requises pour un projet bancable et viable en vue d'une électrification rurale réussie. Alors que la demande d'électricité augmente dans les zones rurales, la capacité d'endettement de la Guinée et sa situation économique ne permettent pas à ses autorités d'emprunter l'intégralité des ressources nécessaires pour financer le projet. La subvention vient combler ce manque de ressources en abaissant le coût de l'investissement requis et contribuera, en particulier, au financement de travaux de génie civil, d'ouvrages hydrauliques, d'équipements hydro-électromécaniques et d'infrastructures de transport et de distribution.

Cette aide non remboursable contribuera également à réduire le coût de production du site de Lokoua, coût qui sera ainsi le plus bas sur le réseau national, au regard des normes actuelles. L'électricité produite sur ce site sera par ailleurs moins onéreuse que celle provenant des générateurs alimentés au diesel ou au kérosène généralement utilisés dans la zone couverte par le projet.

Grâce à l'assistance technique de 1 million d'euros, l'entreprise de services collectifs Électricité de Guinée sera épaulée dans la procédure de passation de marché pour le recrutement d'un consultant en ingénierie pour des travaux de supervision, dans la procédure d'appel d'offres pour la communication et dans la gestion du contrat d'un consultant en communication. L'aide non remboursable financera également des activités d'audit et de communication.

Projet d'aménagement de la route cotonnière Djougou-Pehunco-Kérou-Banikoara

État d'avancement du financement :	financement approuvé, fonds affectés
Région :	Afrique de l'Ouest – Bénin
Secteur :	transports
Coût total du projet :	195,32 Mio EUR
Montant de l'aide du FFUEAI :	9,4 Mio EUR (subvention à l'investissement)
Bailleur de fonds principal du GBF :	Banque africaine de développement

L'économie du Bénin s'articule principalement autour du coton (production, commerce et transformation). L'industrie du coton est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois dans le pays. L'État accorde une attention particulière à tout ce qui peut stimuler le secteur et le rendre compétitif, car cela a un lien direct avec la croissance économique. La réduction du coût du transport routier fera diminuer les coûts de production et d'exportation et contribuera donc à améliorer la compétitivité.

Toutefois, les zones de production du coton tendent à être isolées et manquent d'infrastructures efficaces pour le transport et l'exportation des produits. Les routes principales qui les desservent ne sont pas asphaltées et ne sont pas adaptées à un trafic national et international dense. C'est pourquoi la remise en état de la route cotonnière, qui relie les villes de Djougou et de Banikoara, a une importance stratégique pour la région.





Le projet

Le projet s'inscrit dans le droit fil des mesures déployées au niveau national pour stimuler le développement de l'agriculture et des infrastructures de transport. Il a pour objectif d'accroître le trafic, de réduire le coût du transport et d'améliorer les conditions de vie des populations installées le long du tracé en favorisant l'intégration économique régionale. La route fait partie d'un corridor international et est empruntée par des usagers venant du Togo, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigeria.

Le projet consiste à asphalté un tronçon de 210 km de route d'importance stratégique dans le nord du Bénin. La route sera conçue pour permettre une utilisation durable par des poids lourds et le bon écoulement des eaux pluviales. Une fois les travaux achevés, le temps de trajet des camions sera réduit de plus de moitié, passant de 10 heures à 4 heures.

L'aménagement d'infrastructures socioéconomiques de base ayant un impact direct sur la qualité de vie de la population rurale installée dans les environs fait également partie du projet. Par exemple, neuf marchés couverts seront construits ou rénovés. Un programme d'assistance technique inclus dans le projet permettra d'assurer l'employabilité de groupes vulnérables de la population par la formation de jeunes (dont 30 % de femmes) dans des « écoles de chantier » pendant la durée du projet. Il comprendra également des mesures destinées à améliorer la sécurité routière et à former la population dans ce domaine.

L'aide non remboursable

La subvention à l'investissement réduira considérablement la charge financière supportée par l'État béninois pour le financement du projet. Elle soutiendra la réalisation de travaux routiers sur 210 km et la mise en place de mesures destinées à faciliter le transport.

Projet CIZO de kits solaires prépayés au Togo

État d'avancement du financement :	financement approuvé, fonds affectés
Région :	Afrique de l'Ouest – Togo
Secteur :	énergie
Coût total du projet :	62 Mio EUR
Montant de l'aide du FFUEAI :	9,99 Mio EUR (subvention à l'investissement)
Bailleur de fonds principal du GBF :	Banque africaine de développement

L'objectif de la stratégie d'électrification du Togo, lancée en 2018, est d'apporter l'électricité à 60 % de la population qui n'y a pas accès, et de combler l'écart qui existe en matière d'accès à l'électricité entre les zones urbaines (75 %) et les zones rurales (7 %). Ce programme contribue à la réalisation de l'objectif de développement durable « Énergie propre et d'un coût abordable » (ODD 7) des Nations unies à l'horizon 2030.



C'est pour combler cet écart qu'interviennent les solutions hors réseau et le programme CIZO d'électrification du Togo au moyen de kits solaires prépayés pour les populations rurales. La stratégie d'électrification du Togo précise que pour que toute la population du pays ait accès à l'électricité d'ici 2030, il faut que 50 % des foyers de près de 1 970 communautés soient raccordées via des solutions hors réseau.

Le projet

Le programme CIZO mis en place par le Togo prévoit l'électrification de villages éloignés du réseau national grâce à des solutions hors réseau intelligentes et propres. Il vise :

- le déploiement de **300 000 dispositifs solaires prépayés destinés aux ménages**, principalement par des promoteurs du secteur privé ;
- l'électrification de **centres médicaux** et de **postes de ravitaillement en eau à énergie solaire** dans environ 500 communautés rurales ;
- le déploiement de **systèmes de pompes solaires pour l'irrigation** par la mise en place d'un modèle de distribution fiable avec le soutien du secteur privé et du ministère de l'agriculture, en commençant par 600 pompes d'irrigation dans la première phase ;
- la mise en place de modèles intelligents d'électrification des villages, avec une **plateforme de prépaiement intelligente**, innovante et évolutive. La plateforme permettra de collecter en temps réel des données qui seront utilisées pour dresser des profils de consommation d'énergie et cartographier les besoins en énergie dans les zones rurales. Ces informations serviront ensuite à établir une planification précise des projets d'électrification rurale ;
- la **mobilisation d'investissements du secteur privé pour l'accès à l'énergie**, suivant un modèle de partenariat public-privé pour le déploiement de mini-réseaux.

Les nouveaux dispositifs solaires prépayés amélioreront la qualité de vie de la population rurale togolaise à de nombreux égards, puisque le projet vise les ménages, mais aussi les infrastructures publiques et l'agriculture. **20 % de la population, soit 1,5 million de citoyens togolais, auront accès à l'énergie solaire.**



Centre médical à Koutougou

Grâce aux appareils solaires, les ménages et les centres médicaux pourront réduire leur utilisation des générateurs diesel et des batteries pour le refroidissement et l'éclairage, des équipements qui nuisent à la qualité de l'air ambiant et au climat en général. Le volume des émissions de CO₂ qui seront ainsi évitées est estimé à 168 000 tonnes par an. La plateforme de prépaiement offrira un moyen de paiement mobile aux personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires (environ 77 % de la population possède un téléphone mobile), avec à la clé une amélioration de l'inclusion financière. Enfin, le projet contribuera à la création de plus de 3 100 emplois à temps plein. Au-delà de l'accès à l'électricité, les retombées positives du projet vont de l'atténuation des effets des changements climatiques et de la résilience face aux risques climatiques à l'inclusion financière, à l'amélioration des soins de santé et à la création d'emplois.

L'aide non remboursable

La subvention à l'investissement du FFUEAI financera la composante sociale du programme CIZO, les mini-réseaux, la plateforme de prépaiement et l'assistance technique à l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), chargée de l'exécution.

En particulier, l'aide financière non remboursable contribuera à :

- l'électrification de 314 centres médicaux et l'équipement de 400 systèmes d'approvisionnement en eau potable fonctionnant à l'énergie solaire ;
- la construction de 10 mini-réseaux, qui permettront la réalisation d'un projet pilote mis en œuvre par un village (2 000 foyers) pour avoir accès à l'électricité ; et
- la mise en place d'une plateforme de prépaiement aux fins de l'intégration des paiements et de la collecte de données, ainsi qu'une assistance technique.

L'aide non remboursable aura un effet de levier sur les investissements du secteur public et favorisera le transfert de données sur l'énergie à partir d'appareils intelligents vers une plateforme centrale de prépaiement, quelle que soit la technologie employée par les opérateurs. En outre, le système du prépaiement renforcera l'accès au paiement mobile pour les PME et les consommateurs finals.



N'MOTE Ifè, infirmière au centre médical de Koutougou, explique à quel point les conditions de travail sont difficiles sans accès à l'électricité :

« Il n'y a pas l'électricité dans notre village de Koutougou, dans la partie nord du Togo. Pour stocker les vaccins, nous utilisons donc des réfrigérateurs qui fonctionnent au diesel. En dehors des problèmes que cela représente pour la santé et la sécurité, le kérosène nous coûte en moyenne 10 500 francs CFA par mois, ce qui est trop cher. Nous aimerions pouvoir bénéficier de projets d'électrification solaire à l'avenir pour avoir de meilleures conditions de travail et de vie ».



Remise en état de tronçons routiers sur la RN1 et la RN12 et construction du contournement routier de Maroua

État d'avancement du financement :	approbation de principe, fonds à affecter sous réserve de disponibilité
Région :	Afrique centrale – Cameroun et Tchad
Secteur :	transports
Coût total du projet :	174,4 Mio EUR
Montant de l'aide du FFUEAI :	30 Mio EUR (subvention à l'investissement)
Bailleur de fonds principal du GBF :	Banque africaine de développement

Le transport routier est le principal moyen de transport au Cameroun. Il représente pas moins de 95 % de la circulation des marchandises et 90 % de celle des personnes. Le secteur du transport routier a également une importance stratégique pour l'intégration sous-régionale, un rôle qui est reconnu dans plusieurs plans nationaux et régionaux de développement des infrastructures. Par conséquent, le développement des infrastructures de transport contribue à la réduction de la pauvreté par le développement indirect du secteur privé, la diversification des sources de croissance économique et l'accroissement de la production de biens agricoles et industriels.

Le projet

La remise en état de tronçons routiers sur la RN1 et la RN12 et la construction du contournement routier de Maroua permettront de relier le Tchad au Cameroun. Le projet vise à améliorer le système de transport dans le bassin du lac Tchad, et à contribuer ainsi au développement économique et à la compétitivité de la zone transfrontalière entre le Cameroun et le Tchad. Il fait partie, plus largement, du corridor Douala-Bangui-N'Djamena, financé par l'UE, qui relie trois pays (le Cameroun, la République centrafricaine et le Tchad), dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique.

Le projet consistera en :

- la remise en état de deux tronçons existants de routes nationales, sur 36 km (Motouroua – Maroua) et 137 km (Magada – Yagoua). Les travaux de remise en état comprendront l'amélioration de la signalisation et du drainage ;
- la construction d'un contournement de 7,3 km autour de la ville de Maroua.

Les travaux routiers seront complétés par des mesures d'accompagnement comme la construction d'installations connexes dont des parkings, des postes de péage et des stations de pesage, mais également de mesures destinées à améliorer la qualité de vie des résidents des environs, comme la reconstruction de marchés couverts, la remise à neuf d'écoles et de centres médicaux et l'aménagement d'infrastructures en eau, électricité et fibre optique.

Une partie du projet est située dans une zone qui connaît un taux de pauvreté rurale élevé (de l'ordre de 50 %). Ce niveau élevé tient au fait que les résidents sont isolés des infrastructures socioéconomiques de base comme les écoles et les centres médicaux. En outre, la production agricole (cultures et élevage) est importante dans la région, mais les échanges commerciaux sont freinés par le manque d'infrastructures routières adaptées.

En réduisant le temps de trajet de trois heures et le coût de 16 % et en améliorant les conditions de transport, les nouvelles routes renforceront l'économie locale ainsi que le commerce avec le Tchad et la sous-région.

L'aide non remboursable

La situation macroéconomique du Cameroun limite la capacité du pays à contracter de nouveaux emprunts élevés. Par conséquent, le projet ne pourrait pas être réalisé sans la subvention à l'investissement du FFUEAI, qui réduit la charge financière pour l'État. Cette aide permettra de financer des travaux liés au chantier sur les deux routes nationales et au contournement, ainsi que la supervision du projet.

AUTRES PRIORITÉS

Outre les opérations d'aide non remboursable décrites dans le chapitre précédent, le comité de gestion a approuvé plusieurs autres priorités sur la base desquelles les ressources restantes du FFUEAI seront progressivement allouées au cours des prochaines années, à mesure que les ressources provenant d'opérations achevées ou annulées seront restituées au Fonds fiduciaire. Ces priorités sont les suivantes :

- sur le court terme, assistance technique à l'appui de programmes d'investissement proposés déjà approuvés dans le cadre du Fonds européen pour le développement durable ;
- assistance technique et, sur le moyen à long terme, d'autres types d'aides non remboursables à l'appui de projets d'infrastructure, déployés par la Banque européenne d'investissement.

Les projets et programmes d'investissement soutenus peuvent concerner différentes régions d'Afrique subsaharienne, ainsi que différents secteurs, dont ceux de l'énergie et du numérique.

ANNEXES

LISTE DES OPÉRATIONS D'AIDE NON REMBOURSABLE APPROUVÉES DEPUIS LA CRÉATION DU FFUEAI

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type d'aide non remboursable	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de l'aide non remboursable (en EUR)	Date d'approbation	État d'avancement de l'opération d'aide non remboursable
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	2 951 980,00	16.10.2007	Achevée
Interconnexion Éthiopie-Kenya (EAPP)	Afrique de l'Est	Éthiopie, Kenya	Enveloppe régionale	Énergie	AT	KFW	337 414,50	10.07.2007	Achevée
Aménagement hydroélectrique de Félou	Afrique de l'Ouest	Mali, Mauritanie, Sénégal	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	6 319 083,50	10.07.2007	Achevée
EASSy	Afrique de l'Est	Botswana, Burundi, Djibouti, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Rwanda, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda	Enveloppe régionale	TIC	AT	BEI	2 600 000,00	05.07.2007	Achevée
Interconnexion de Caprivi	Afrique australe et océan Indien	Namibie, Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	14 940 290,00	22.01.2008	Achevée
Corridor de Beira	Afrique australe et océan Indien	Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe	Enveloppe régionale	Transports	BI	BEI	10 181 353,00	18.12.2008	Achevée
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	3 739 896,50	29.05.2008	Achevée
Actualisation du schéma directeur du WAPP	Afrique de l'Ouest	Togo, Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Liberia, Gambie, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Sénégal, Ghana, Burkina Faso, Niger, Nigeria	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	1 306 623,75	22.10.2009	Achevée
Rénovation des réseaux de transport d'électricité du Bénin et du Togo	Afrique de l'Ouest	Bénin, Togo	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	2 250 000,00	10.11.2009	En cours
Réglementation du secteur de l'électricité dans la CEDEAO (ARREC)	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	1 700 000,00	10.11.2009	Achevée
Port de Pointe-Noire (PAPN)	Afrique centrale	République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo	Enveloppe régionale	Transports	BI	AFD	5 592 803,00	10.11.2009	Achevée
Agrandissement du port de Walvis Bay	Afrique australe et océan Indien	Namibie	Enveloppe régionale	Transports	AT	KFW	280 611,63	14.12.2009	Achevée
Centrale hydroélectrique de Sambangalou	Afrique de l'Ouest	Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	290 415,00	14.12.2009	Achevée
Port de Pointe-Noire (PAPN)	Afrique centrale	République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo	Enveloppe régionale	Transports	AT	AFD	1 719 287,00	14.12.2009	Achevée
Dorsale au Mozambique (STE)	Afrique australe et océan Indien	Mozambique, Afrique du Sud	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	699 340,63	14.12.2009	Achevée
Agrandissement de l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA)	Afrique de l'Est	Ouganda, Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie	Enveloppe régionale	Transports	AT	BEI	4 904 951,50	14.12.2009	Achevée

Ligne de transport de la dorsale côtière du WAPP	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Ghana	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	1 753 979,00	27.03.2009	Achevée
Schéma directeur des transports de Namibie	Afrique australe et océan Indien	Namibie, Afrique du Sud, Botswana, Angola, République démocratique du Congo, Zambie, Zimbabwe	Enveloppe régionale	Transports	AT	BEI	494 900,59	09.11.2010	Achevée
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Enveloppe régionale	Transports	BI	AFD	5 725 000,00	09.11.2010	Achevée
Câble sous-marin des Seychelles	Afrique de l'Est	Seychelles, Tanzanie	Enveloppe régionale	TIC	SD	BEI	3 915 984,25	14.12.2010	Achevée
Étude de faisabilité de la partie occidentale du réseau UMOJANET	Afrique de l'Ouest	Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Nigeria	Enveloppe régionale	TIC	AT	AFD	1 104 961,88	14.12.2010	Achevée
Interconnexion dorsale de Tanzanie	Afrique de l'Est	Kenya, Tanzanie, Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	13 700 000,00	14.12.2010	En cours
Centrale hydroélectrique de Mount Coffee	Afrique de l'Ouest	Liberia, Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	1 140 528,00	15.04.2010	Achevée
Interconnexion Kibuye-Goma-Birembo	Afrique de l'Est	Rwanda, République démocratique du Congo, Burundi, Kenya, Ouganda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	KFW	761 258,00	15.04.2010	Achevée
Lignes de crédit environnementales pour le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie – Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Kenya, Tanzanie, Ouganda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	1 997 692,38	29.06.2010	Achevée
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kampala	Afrique de l'Est	Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Burundi	Enveloppe régionale	Eau	BI	KFW	3 747 147,75	29.06.2010	Achevée
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Enveloppe régionale	Transports	BI	BEI	7 379 328,00	29.06.2010	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Enveloppe régionale	Transports	AT	BEI	1 620 672,00	29.06.2010	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kampala	Afrique de l'Est	Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Burundi	Enveloppe régionale	Eau	AT	KFW	8 000 000,00	29.06.2010	En cours
AXIS – Système africain de points d'échange internet	Afrique subsaharienne	Mauritanie, Mali, Sénégal, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Togo, Niger, Tchad, Cameroun, République centrafricaine, Gabon, Guinée équatoriale, Congo, Namibie, Madagascar, Soudan, Somalie, Ethiopie, Rwanda	Enveloppe régionale	TIC	AT	Lux-Dev.	5 100 000,00	19.08.2010	En cours
Renforcement des capacités de la BOAD (articulé autour des changements climatiques et des questions d'ordre environnemental et social dans le financement de projets)	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	Enveloppe régionale	Multisecteur	AT	BEI	900 000,00	23.08.2010	En cours
Télé médecine et santé électronique par satellite pour l'Afrique subsaharienne (eHSA)	Afrique subsaharienne	Tous les pays	Regional	ICT	TA	Lux-Dev.	4 000 000,00	23.08.2010	Achevée
Accès à Douala	Afrique centrale	Cameroun	Enveloppe régionale	Transports	BI	AFD	1 314 257,88	16.09.2010	Achevée
Dispositif d'atténuation du risque géothermique en Afrique de l'Est (GRMF)	Afrique de l'Est	Éthiopie, Kenya, Rwanda, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Tanzanie, Ouganda, Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	SD	KFW	30 000 000,00	20.10.2011	En cours

Interconnexion Bolgatanga-Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Enveloppe régionale	Énergie	BI	AFD	169 702,63	20.10.2011	Achevée
Interconnexion Bolgatanga-Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	231 703,31	20.10.2011	Achevée
Interconnexion Bolgatanga-Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	4 800 000,00	20.10.2011	En cours
Corridor de transport d'Afrique de l'Est	Afrique de l'Est	Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo, Tanzanie, Soudan	Enveloppe régionale	Transports	BI	BEI	6 600 000,00	15.12.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue-Livingstone	Afrique de l'Est	Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	5 200 000,00	15.12.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue-Livingstone	Afrique de l'Est	Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	408 610,72	15.12.2011	Achevée
Câble sous-marin de Mauritanie	Afrique de l'Ouest	Mauritanie	Enveloppe régionale	TIC	BI	BEI	1 626 790,63	04.02.2011	Achevée
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	1 500 000,00	23.03.2011	Achevée
Approvisionnement transfrontalier en eau entre Calueque (Angola) et Oshakati (Namibie)	Afrique australe et océan Indien	Angola, Namibie	Enveloppe régionale	Eau	AT	KFW	2 400 000,00	25.05.2011	En cours
Aéroport international de Maputo	Afrique australe et océan Indien	Mozambique	Enveloppe régionale	Transports	AT	AFD	1 600 000,00	05.07.2011	Achevée
Projet portant sur le pont de Kazungula et son poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Botswana, Zambie	Enveloppe régionale	Transports	AT	BAfD	1 417 000,00	05.07.2011	En cours
Interconnexion électrique du WAPP en Afrique de l'Ouest (Ghana – Burkina Faso – Mali)	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana, Mali	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	1 200 000,00	05.07.2011	En cours
Élaboration et mise en place d'un système de gestion sociale et environnementale à la BOAD	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	Enveloppe régionale	Multisecteur	AT	BAfD	400 000,00	19.08.2011	En cours
Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Ruzizi I et II	Afrique centrale	Burundi, Rwanda, République démocratique du Congo	Enveloppe régionale	Énergie	AT	KFW	3 000 000,00	02.10.2012	En cours
Phase II du projet hydroélectrique de Bumbuna (Sierra Leone)	Afrique de l'Ouest	Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	AT	PIDG	2 500 000,00	07.11.2012	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	Tanzanie	Enveloppe régionale	Eau	BI	BEI	10 700 000,00	07.11.2012	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	Tanzanie	Enveloppe régionale	Eau	AT	BEI	5 500 000,00	07.11.2012	En cours
Projet portant sur le pont de Kazungula et son poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Botswana, Zambie	Enveloppe régionale	Transports	AT	BAfD	1 583 000,00	13.12.2012	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique de l'Est	Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	17 100 000,00	12.03.2012	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique de l'Est	Zambie	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	718 656,81	12.03.2012	Achevée
Agrandissement du terminal de conteneurs de l'île Maurice	Afrique de l'Est	Maurice	Enveloppe régionale	Transports	SD	AFD	2 994 128,00	19.04.2012	Achevée

Ligne de transport d'électricité de 220 kV entre Masaka et Mbarara	Afrique de l'Est	Ouganda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	603 873,06	19.04.2012	Achevée
Corridor routier Togo-Burkina Faso : facilitation des transports Lomé – Ouaga	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Togo	Enveloppe régionale	Transports	AT	BAfD	2 340 000,00	19.04.2012	En cours
ASECNA	Afrique subsaharienne	Sénégal, Madagascar, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Togo	Enveloppe régionale	Transports	AT	BEI	2 000 000,00	29.06.2012	En cours
Fonds de garantie en faveur de l'énergie en Afrique	Afrique subsaharienne	Burundi, République démocratique du Congo, Kenya, Madagascar, Malawi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Bénin	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BEI	1 000 000,00	29.06.2012	En cours
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	SD	BAfD	10 000 000,00	19.09.2012	En cours
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Enveloppe régionale	Énergie	BI	BEI	12 500 000,00	19.09.2012	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo (régional)	Afrique de l'Est	Burundi, Rwanda, Tanzanie	Enveloppe régionale	Énergie	SI	BAfD	12 750 000,00	11.11.2013	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo (régional)	Afrique de l'Est	Burundi, Rwanda, Tanzanie	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BAfD	250 000,00	11.11.2013	En cours
Transports de la région du lac Victoria	Afrique de l'Est	Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi	Enveloppe régionale	Transports	AT	PIDG	600 000,25	12.12.2013	Achevée
Congo-Gabon : projet de facilitation du transport routier Brazzaville-Libreville	Afrique centrale	Congo, Gabon	Enveloppe régionale	Transports	AT	BAfD	3 402 100,00	06.12.2013	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	Tanzanie	Enveloppe régionale	Eau	AT	AFD	1 500 000,00	23.04.2013	En cours
Lignes de crédit environnementales pour le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie – Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Kenya, Tanzanie, Ouganda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	AFD	2 100 000,00	27.06.2013	En cours
Accès routier régional au port de Mombasa	Afrique de l'Est	Kenya	Enveloppe régionale	Transports	SI	KFW	20 000 000,00	19.11.2014	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kisumu	Afrique de l'Est	Kenya	Enveloppe régionale	Eau	AT	AFD	5 000 000,00	03.07.2014	En cours
Restructuration de Cargo Handling Corporation Ltd. (CHCL) (Maurice)	Afrique de l'Est	Maurice	Enveloppe régionale	Transports	AT	AFD	1 200 000,00	10.09.2014	En cours
Corridor routier régional « Liaison avec le Soudan du Sud »	Afrique de l'Est	Kenya	Enveloppe régionale	Transports	SI	KFW	22 200 000,00	09.12.2015	En cours
Amélioration de l'accessibilité et de la sécurité routière dans le corridor de Sirari : réfection des routes du tronçon Isebania-Kisii-Ahero	Afrique de l'Est	Kenya	Enveloppe régionale	Transports	SI	BAfD	10 000 000,00	09.12.2015	En cours
Transports de la région du lac Victoria	Afrique de l'Est	Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi	Enveloppe régionale	Transports	AT	PIDG	1 400 000,00	09.12.2015	En cours

Corridor routier régional « Liaison avec le Soudan du Sud »	Afrique de l'Est	Kenya	Enveloppe régionale	Transports	AT	KFW	2 800 000,00	09.12.2015	En cours
Interconnexion des réseaux électriques des pays de la région des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP)	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Kenya, Ouganda, Rwanda	Enveloppe régionale	Énergie	AT	BAfD	1 708 521,50	18.03.2015	Achevée
Projet de remise en état de l'axe routier Kagitumba-Kayonza-Rusumo	Afrique de l'Est	Rwanda, Tanzanie, Ouganda	Enveloppe régionale	Transports	SI	BAfD	20 000 000,00	30.06.2015	En cours
Développement d'infrastructures routières rurales (2RID)	Afrique de l'Ouest	Niger, Nigeria	Enveloppe régionale	Transports	AT	CDP	4 579 050,00	30.06.2015	En cours
ASECNA – Programme EGNOS	Afrique subsaharienne	Madagascar, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Togo	Enveloppe régionale	Transports	AT	AFD	5 000 000,00	20.09.2016	En cours
Accès à l'électricité au Niger II (NELACEP II)	Afrique de l'Ouest	Niger	Enveloppe régionale	Énergie	SI	BEI	18 200 000,00	07.12.2018	En cours
Programme GET FIT pour l'Afrique de l'Est – Déploiement Ouganda phase I	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	SI	KFW	20 000 000,00	24.10.2013	En cours
Extension des réseaux de Nigelec	Afrique de l'Ouest	Niger	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	11 000 000,00	24.10.2013	En cours
SUNREF – Afrique de l'Ouest, phase I	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Togo, Bénin, Guinée-Bissau, Niger	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	3 000 000,00	24.10.2013	En cours
Parc éolien du lac Turkana	Afrique de l'Est	Kenya	SE4ALL	Énergie	IF	BEI	25 000 000,00	24.10.2013	Achevée
SUNREF – Afrique de l'Ouest, phase I	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Togo, Bénin, Guinée-Bissau, Niger	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	1 500 000,00	24.10.2013	En cours
Programme pour des moyens de cuisson propres en Afrique	Afrique subsaharienne	Kenya, Ghana, Cameroun, Rwanda	SE4ALL	Énergie	AT	KFW	1 700 000,00	12.12.2013	En cours
Accès à l'électricité dans la province de l'Atlantique, au Bénin	Afrique de l'Ouest	Bénin	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	20 000 000,00	12.12.2013	En cours
Amélioration de l'accès à l'énergie pour le Liberia (LEAP)	Afrique de l'Ouest	Liberia	SE4ALL	Énergie	SI	BAfD	10 000 000,00	12.12.2013	En cours
Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR)	Afrique de l'Est	Maurice, Seychelles	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	1 612 709,63	12.12.2013	Achevée
Projet d'électrification rurale en Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	7 100 000,00	19.11.2014	En cours
Projet d'électrification rurale en Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	1 200 000,00	19.11.2014	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	3 000 000,00	28.03.2014	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	4 500 000,00	28.03.2014	En cours
Biomasse et énergie solaire en Namibie	Afrique australe et océan Indien	Namibie	SE4ALL	Énergie	AT	BEI	2 300 000,00	28.03.2014	En cours
Ligne de transport d'électricité Mbale-Bulambuli	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	AT	KFW	500 000,00	12.05.2014	En cours

Amélioration et extension du réseau de distribution de Conakry	Afrique de l'Ouest	Guinée	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	17 000 000,00	09.12.2015	En cours
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4ALL	Énergie	SI	BEI	9 100 000,00	09.12.2015	En cours
Hybridation solaire visant à accroître l'électrification nationale – SHINE	Afrique de l'Ouest	Mali	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	14 400 000,00	09.12.2015	En cours
Hybridation solaire visant à accroître l'électrification nationale – SHINE	Afrique de l'Ouest	Mali	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	3 600 000,00	09.12.2015	En cours
Amélioration et extension du réseau de distribution de Conakry	Afrique de l'Ouest	Guinée	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	3 000 000,00	09.12.2015	En cours
Projet d'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	SI	BAFD	10 740 000,00	30.06.2015	En cours
Électrification du nord-ouest de la Tanzanie	Afrique de l'Est	Tanzanie	SE4ALL	Énergie	SI	KFW	7 600 000,00	30.06.2015	En cours
Projet d'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	AT	BAFD	465 000,00	30.06.2015	En cours
Électrification rurale au Kenya (dernier kilomètre)	Afrique de l'Est	Kenya	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	30 000 000,00	03.02.2016	En cours
DISCOs – Mécanisme de financement en faveur du secteur nigérian de la distribution d'électricité	Afrique de l'Ouest	Nigeria	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	2 300 000,00	03.02.2016	En cours
SUNREF – Afrique de l'Ouest, phase II	Afrique de l'Ouest	Ghana, Nigeria	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	2 434 000,00	21.03.2016	En cours
SUNREF – Afrique de l'Ouest, phase II	Afrique de l'Ouest	Ghana, Nigeria	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	6 000 000,00	21.03.2016	En cours
Centrale solaire photovoltaïque de Djermaya	Afrique centrale	Tchad	SE4ALL	Énergie	IF	PIDG	6 350 000,00	20.09.2016	En cours
Programme de petites centrales hydroélectriques	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	1 500 000,00	20.09.2016	En cours
Soutien à la mise en place d'un PPP en faveur d'activités à faible intensité de carbone pour la production d'électricité au Mozambique	Afrique australe et océan Indien	Mozambique	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	4 000 000,00	20.09.2016	En cours
Ligne de crédit en faveur de mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Kenya	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	3 900 000,00	08.12.2017	En cours
Projet d'énergie éolienne InfraCo au Ghana	Afrique de l'Ouest	Ghana	SE4ALL	Énergie	IF	PIDG	9 250 000,00	08.12.2017	En cours
Ligne de crédit en faveur de mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Kenya	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	1 750 000,00	08.12.2017	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4ALL	Énergie	IF	AFD	8 000 000,00	16.03.2017	En cours

SUNREF – Financement de l'action en faveur du climat à Maurice	Afrique de l'Est	Maurice	SE4ALL	Énergie	SI	AFD	3 750 000,00	16.03.2017	En cours
Approvisionnement en électricité durable – Division Sud	Afrique australe et océan Indien	Zambie (CDA)	SE4ALL	Énergie	SI	KFW	10 400 000,00	16.03.2017	En cours
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4ALL	Énergie	SI	BEI	22 000 000,00	16.03.2017	En cours
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4ALL	Énergie	AT	KFW	1 900 000,00	16.03.2017	En cours
SUNREF – Financement de l'action en faveur du climat à Maurice	Afrique de l'Est	Maurice	SE4ALL	Énergie	AT	AFD	3 250 000,00	16.03.2017	En cours
Remise en état de la route cotonnière Djougou-Pehunco- Kérou-Banikoara	Afrique de l'Ouest	Bénin	Non affectée	Transports	SI	BAfD	9 400 000,00	28.10.2019	En cours
Projet CIZO d'électrification du Togo au moyen de kits solaires prépayés pour les populations rurales	Afrique de l'Ouest	Togo	Non affectée	Énergie	SI	BAfD	9 990 000,00	28.10.2019	En cours
FEDD	Afrique subsaharienne	multiples	Non affectée	Multisecteur	AT	multiples	38 000 000,00	28.10.2019	En cours
Électrification rurale en Guinée – Petite centrale hydroélectrique de Lokoua	Afrique de l'Ouest	Guinée	Non affectée	Énergie	SI	AFD	24 000 000,00	16.12.2019	En cours
Électrification rurale en Guinée – Petite centrale hydroélectrique de Lokoua	Afrique de l'Ouest	Guinée	Non affectée	Énergie	AT	AFD	1 000 000,00	16.12.2019	En cours

ÉTATS FINANCIERS ABRÉGÉS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR)

	31.12.2019	31.12.2018
ACTIF		
Liquidités et équivalents	514 010	549 424
Autres éléments de l'actif	24 372	23 588
Total de l'actif	538 382	573 012
PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS		
PASSIF		
Dettes envers les tiers	3 568	9 011
Autres éléments du passif	8	8
Total du passif	3 576	9 019
RESSOURCES DES DONATEURS		
Contributions	812 958	812 958
Bénéfices non répartis	-278 152	-248 965
Total des ressources des donateurs	534 806	563 993
Total du passif et des ressources des donateurs	538 382	573 012

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR)

	Du 01.01.2019 au 31.12.2019	Du 01.01.2018 au 31.12.2018
Autres produits	-	8 880
Total des produits d'exploitation	-	8 880
Dépréciations d'actions et autres titres à revenu variable (IAS 39)	-	-
Projets financés	-25 758	-31 189
Charges administratives générales	-3 421	-3 531
Frais d'audit	-8	-8
Total des charges d'exploitation	-29 187	-34 728
Perte nette pour la période	-29 187	-25 848
Total du résultat global de la période	-29 187	-25 848

ÉTAT DES VARIATIONS DES RESSOURCES DES DONATEURS

pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR)















	Contributions	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 1^{er} janvier 2019	812 958	-248 965	563 993
Total du résultat global de la période			
Perte nette pour la période	-	-29 187	-29 187
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions	-	-	-
Solde au 31 décembre 2019	812 958	-278 152	534 806
Solde au 1^{er} janvier 2018	812 958	-223 117	589 841
Total du résultat global de la période			
Perte nette pour la période	-	-25 848	-25 848
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions	-	-	-
Solde au 31 décembre 2018	812 958	-248 965	563 993

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR)

	Du 01.01.2019 au 31.12.2019	Du 01.01.2018 au 31.12.2018
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Autres produits	-	4 975
Charges administratives générales	-280	-810
Projets financés	-35 126	-27 990
Frais d'audit	-8	-8
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	-35 414	-23 833
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Contributions reçues	-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	-	-
Variation nette des liquidités et équivalents	-35 414	-23 833
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice	549 424	573 257
Liquidités et équivalents à la clôture de la période	514 010	549 424
Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit :		
Comptes courants	514 010	549 424

LISTE DES DONATEURS, DE LEURS REPRÉSENTANTS, DES MEMBRES DU GBF ET TOTAL DES CONTRIBUTIONS REÇUES

Donateur	Représentant	Bailleur de fonds	Contact auprès du bailleur de fonds	Contribution versée (en EUR)
 Commission européenne	M ^{me} Carla Montesi – DG DEVCO	European Investment Bank	M ^{me} Jackie Church	308 700 000 329 000 000 ⁸ 10 000 000 ⁹
 Royaume-Uni	M. Harry Hagan, ministère britannique du développement international (DFID)	Banque africaine de développement	M. Daniel Schroth	113 757 932 ¹⁰
 France	M ^{me} Héloïse Tournoux, ministère de l'économie et des finances	Agence française de développement	M ^{me} Rima Le Coguic	11 500 000
 Espagne	M. Víctor Suanzes Fernández de Salamanca, ministère de l'économie et de la compétitivité	COFIDES	M ^{me} Nuria Rodriguez Aller	10 000 000
 Allemagne	M. Sören Dengg, ministère fédéral pour la coopération et le développement économiques	KfW Bankengruppe	M ^{me} Ute Arens	9 000 000
 Italie	M ^{me} Ambra Franceschetti, ministère des affaires étrangères	CDP	M ^{me} Martina Colombo	5 000 000
 Finlande	M. Juha Savolainen, ministère des affaires étrangères	Finnfund	M. Markus Pentikäinen	5 000 000
 Hongrie	M. Attila Bencze, ministère de l'économie nationale	Eximbank ¹¹	M. Gábor Szöcs	1 000 000
 Autriche	M ^{me} Oliver Walter, Agence autrichienne de développement	Development Bank of Austria	M ^{me} Birgit Kapeller	2 000 000 1 000 000 ⁸
 Luxembourg	M ^{me} Charlotte Helmingier, ministère des affaires étrangères	LuxDev	M. Dimitri Mayaux	2 000 000
 Pays-Bas	M ^{me} Joke Vroegop, ministère des affaires étrangères	PIDG	M. Luke Foley	2 000 000
 Grèce	M ^{me} Eftychia Bacoupoulou, représentation permanente de la Grèce auprès de l'UE	Hellenic Aid	M. Loukianos Klint	1 000 000
 Portugal	M ^{me} Eunice Rocha, ministère des finances	SOFID	M. António Rebelo de Sousa	1 000 000
 Belgique	M ^{me} Catherine Galand, ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement	BIO	M. Pierre Harkey	1 000 000
			Enveloppe régionale globale	482 957 932
			Enveloppe SE4ALL globale	330 000 000
			Total général	812 957 932

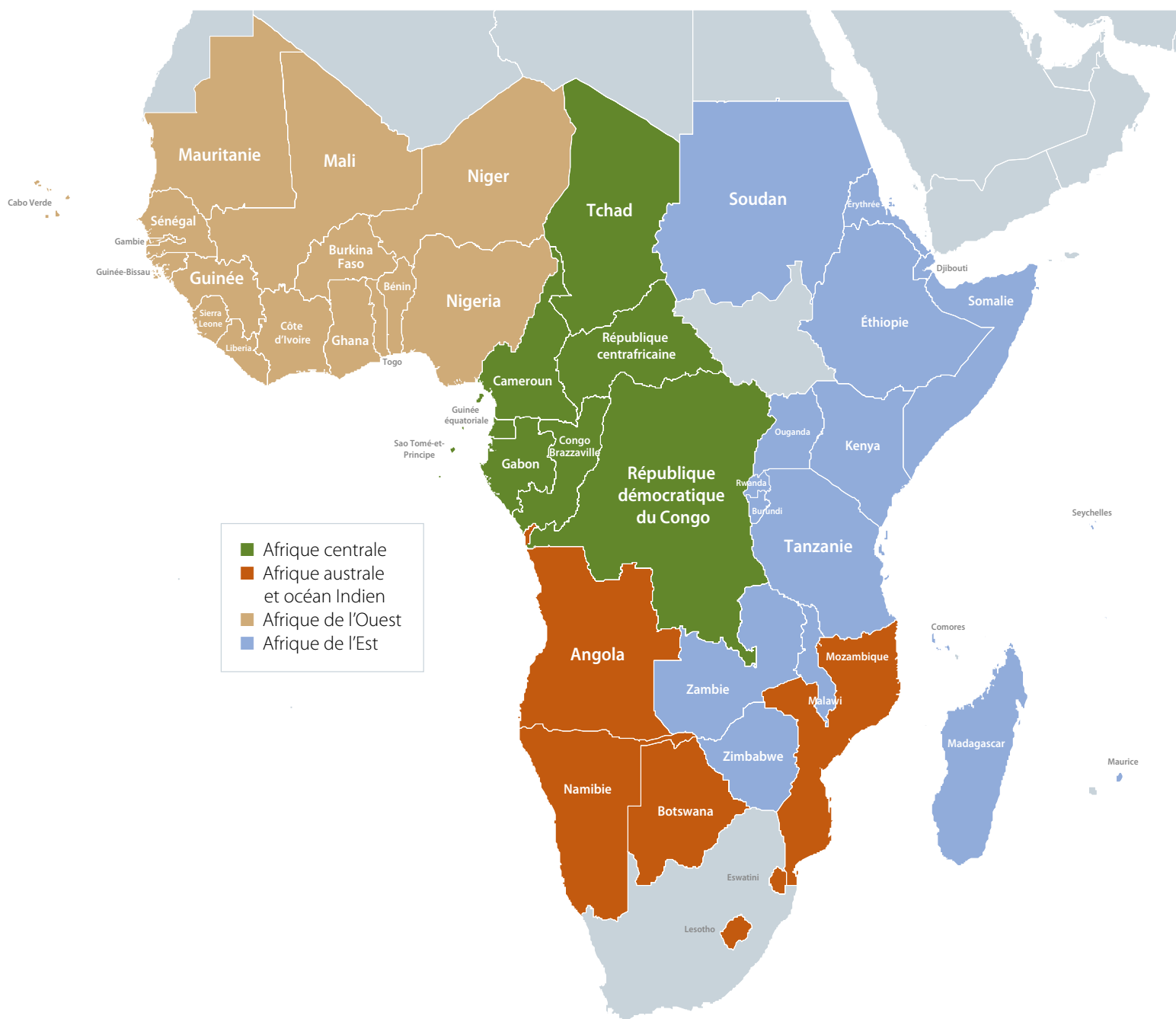
8 Montant affecté à SE4ALL.

9 Montant affecté au projet de transport au Bénin.

10 Équivalent en EUR de la contribution en GBP.

11 La Hongrie a désigné Eximbank en tant que bailleur de fonds du FFUEAI mais cette banque est encore engagée dans un processus d'agrément complet.

LISTE DES PAYS AFRICAINS ADMISSIBLES¹²



¹² Regroupés selon la classification régionale établie par la Commission européenne.



FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES

RAPPORT ANNUEL 2019



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures



La banque de l'UE

